



Commission des Titres d'Ingénieur

Février 2006

Coût de l'habilitation des formations d'ingénieurs par la CTI

La mise en place de l'habilitation périodique des formations d'ingénieurs à partir de 1996, l'implication de la CTI dans les organismes européens dédiés à la mise en place de l'espace européen de l'enseignement supérieur, ont considérablement élargi les missions et la charge de travail de la CTI¹.

Cet accroissement de la charge de travail ne s'est pas traduit par un accroissement équivalent des moyens de la CTI ; les moyens et le mode de fonctionnement de la CTI sont essentiellement ceux déterminés par les textes de la loi initiale de 1934, modifiés en 1984.

Des standards européens pour les formations supérieures et les organismes d'accréditation ont été élaborés ; la CTI a fortement contribué à leur définition dans le domaine de l'ingénierie. La CTI est membre du consortium ENQA (European Network for Quality Assurance) qui a publié les standards et directives pour la qualité des formations et de leurs agences d'évaluation.

En particulier, l'ENQA recommande pour les agences d'évaluation (ici la CTI)² :

Ressources : Les agences doivent disposer de ressources (à la fois humaines et financières) adéquates et adaptées à la conduite efficace et compétente de leurs activités, et au développement de leurs méthodes et procédures.

La présente note analyse les moyens de la CTI par rapport à ces standards, elle se décompose ainsi :

- Fonctionnement de la CTI et ressources humaines utilisées
- Coût global annuel estimé dans le mode de fonctionnement actuel
- Financement actuel
- Vers un budget de la CTI en lien avec ses missions et cohérent avec les standards européens.

¹ A l'heure où la France réorganise son dispositif global d'évaluation avec la création de l'AERES (Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur), la CTI peut faire état de son expérience pour contribuer à la réflexion sur les moyens nécessaires.

² Extraits de " Standards and guidelines for quality assurance in the european higher education area", février 2004, traduction française CTI

Le fonctionnement de la CTI

La CTI a en charge l'habilitation de 220 écoles d'ingénieurs dans 450 spécialités environ (une spécialité étant un cursus spécifique par son mode de recrutement, sa pédagogie, ses objectifs de formation : une spécialité fait l'objet d'une mention explicite sur le diplôme).

Il y a 2 processus distincts pour l'habilitation :

- L'habilitation périodique : tous les 6 ans, toutes les formations doivent se soumettre à l'évaluation par la CTI ; la France a été divisée en 6 secteurs géographiques, chaque année un secteur géographique est évalué.
- L'habilitation hors périodique : soit à la demande de la CTI, car l'évaluation périodique de l'école a conduit à la nécessité d'un réexamen de l'école à mi-parcours (3 ans) ou à plus courte échéance en cas de problèmes graves ; soit à l'initiative des écoles, car elles souhaitent ouvrir de nouvelles formations, modifier fortement leur offre de formation ou parce que leur statut évolue (notamment par fusion).

L'évaluation d'une école ou formation nécessite les étapes suivantes :

- Constitution d'un dossier, transmis au greffe de la CTI
- Constitution de la mission CTI par le bureau de la CTI : rapporteur principal, rapporteurs et experts extérieurs.
- Étude du dossier par les rapporteurs, organisation de la visite sur site(s) par le rapporteur principal en lien avec la direction de l'école
- Visite de la mission CTI (1 à 2 jours par site)
- Rédaction d'un rapport circonstancié (10 à 30 pages par le rapporteur principal en concertation avec les autres rapporteurs et experts)
- Examen du rapport en session plénière, avec mise en forme définitive du rapport et des conclusions, vote de l'avis (ou de la décision pour les écoles privées) sur l'habilitation et sa durée. Le greffe assure le compte-rendu de séance.
- Le greffe prépare la lettre de notification par les autorités compétentes.

La CTI se réunit mensuellement en session plénière (32 membres + le greffe + les délégués et éventuellement les experts) et en bureau (12 membres + le greffe et les délégués)

Elle organise en interne des sessions de formation de ses membres (3 réunions par an). Ses membres participent à de nombreuses réunions de travail, nationales et internationales.

Les ressources humaines nécessaires au fonctionnement actuel de la CTI

Les paragraphes qui suivent dressent un bilan actuel du fonctionnement de la CTI, avec ses insuffisances.

Charges annuelles des expertises

La CTI expertise en moyenne **80 écoles** chaque année (périodique et hors périodique), donc chaque année **120 spécialités** en moyenne sont examinées (habilitées ou non) pour lesquelles un avis est rendu ou une décision est prise.

Par exemple, une année typique comporte l'habilitation périodique de 35 écoles concernant 75 spécialités ; 45 écoles sont concernées par le hors périodique, majoritairement pour une spécialité chacune.

Une mission de 3 personnes en moyenne pour un jour au minimum³ ; chaque rapporteur ou expert consacre 2 jours à l'étude du dossier et à la rédaction du rapport ; le rapporteur principal consacre 2 jours supplémentaires en raison de son rôle spécifique d'organisation et de rédaction :

Soit 11 jours (3 * 3 + 2) pour chacune des 80 expertises :

Charges expertises 880 jours/an

Charges annuelles des réunions de la CTI

Les réunions réglementaires de la CTI sont les suivantes

- 14 assemblées plénières (9 d'une journée + 2 sur deux jours + une réunion de lancement de la campagne périodique) sur la base de 30 participants (32 membres, 1 délégué général, 3 chargés de mission, des experts, avec une assiduité globale de 80%).
- 11 réunions de bureau d'une journée pour 12 personnes en moyenne
- 10 réunions de groupe de travail pour 15 personnes en moyenne

Soit 690 (14 * 30 + 120 + 150) jours de réunions

Charges réunions 690 jours/an

Le greffe de la CTI

Deux personnes à temps plein

Charges greffe 410 jours/an

Travail hors réunions réglementaires

Rôle de représentation du président et des vice-présidents, rédaction de documents (notes de synthèses, R&O, guide d'auto évaluation, rapport annuel, ...), participation des membres à diverses réunions ; chaque semaine, 15 jours hommes sont au minimum consacré à ces activités

Soit 600 (40*15) jours de travail

Charges représentation et rédaction 600 jours/an

Réunions internationales

C'est un domaine en expansion : on peut l'estimer à 15 missions par an de 2 jours en moyenne :

Soit 30 jours/an⁴

Charges réunions internationales 30 jours/an

Les ressources humaines nécessaires au fonctionnement courant actuel de la CTI sont de 2610 jours/an, soit près de 13 équivalents temps plein.

Le coût de fonctionnement courant de la CTI

Le coût d'un jour de travail de membre ou expert est estimé sur la base du salaire net d'un professeur 1ère classe plus charges salariales complètes soit 94 000 € (50 000 € x 1.25 x 1.50) sur 205 jours ouvrés, soit 460 € par jour. Le greffe est compté sur la base de 230 € par jour.

³ Ces nombres sont les limites inférieures pour les visites périodiques ; en compensation, les visites hors périodiques et les suivis de dossiers peuvent être moins coûteux.

⁴ Ne sont pas comptés les jours d'organisation de réunions internationales en France.

Soit 1 116 300 € ($2200 \times 460 + 410 \times 230$) pour les ressources humaines.

Coût salariaux et annexes 1 116 300 €

Les frais de missions concernent les réunions (600) à Paris, les missions sur sites (240) en France et à l'international (30), les missions pour réunions diverses (30).

Soit un total de 900 missions/an pour un coût moyen de 150 € par mission :

Coût des déplacements et missions 135 000 €

La CTI dépense 70 000 € pour ses dépenses courantes (sur dotation de la DGES)

Dépenses courantes 70 000 €

Le coût consolidé de fonctionnement actuel de la CTI est d'environ 1 320 000 € par an.

Ce coût, ventilé sur les 80 évaluations annuelles, implique un coût moyen de près de 16 500 € par évaluation. Si l'on estime à 1,1 milliards d'euros le budget annuel de la formation des 100 000 ingénieurs ; l'évaluation par la CTI coûte $1,2/1000^{\text{ème}}$ (0,12%) du budget des écoles et 13 € par élève et par an.

Ces estimations représentent un plancher, car la CTI a un mode de fonctionnement actuel incompatible avec ses missions, notamment par absence totale (hormis le Greffe) d'encadrement permanent et de secrétariat⁵. Le secrétariat du président est assuré par lui-même (aidé éventuellement par son organisation).

Ne sont pas pris en compte ni les frais de fonctionnement courants (téléphone, courrier), ni la location des salles de réunion. La CTI n'a pas de locaux affectés et est « hébergée » par des écoles parisiennes (ENSAM et Sup Télécom de Paris) qu'elle est chargée d'évaluer, en contradiction avec les standards européens d'indépendance des agences par rapport aux institutions qu'elles évaluent.

Le coût consolidé d'un fonctionnement conforme aux normes internationales de la CTI approcherait les 1 700 000 € par an, soit 0,16 % du budget total des écoles..

Le financement actuel de la CTI

Les membres de la CTI sont entièrement bénévoles ; ils disposent d'une autorisation, explicite ou implicite, de l'organisation qui les emploie pour consacrer une part de leur temps aux activités de la CTI. Ces organisations publiques ou privées ne touchent aucune contrepartie financière.

Les missions en France sont remboursées par les rectorats du domicile des membres de la CTI (avec les délais connus et les règles administratives des fonctionnaires. Les missions des membres de la CTI ou les missions des experts étrangers en France sont prises en charge sur les dépenses courantes de la CTI.

Les règles administratives (taux des remboursements, usage de l'avion ou de la 1^{ère} classe en train) sont si contraignantes que certaines organisations professionnelles consentent à régler elles-mêmes les missions de leurs représentants.

⁵ Les organismes équivalent européens –de création plus récente- disposent de 5 à 10 permanents.

Le financement actuel de la CTI est donc le suivant :

• Organisation d'origine des membres	1 055 000 €	80,0 %
• DGES (Greffes + dotation CTI)	165 000 €	12,5 %
• Rectorats (Titre III du prog. 214 – action 01) ⁶	100 000 €	7,5 %
Total	1 320 000 €	100 %

Vers un budget de la CTI en lien avec ses missions

Hypothèses de fonctionnement :

- Bénévolat des membres et experts
- Prise en charge des déplacements selon les normes européennes pour les experts : remboursement des tickets de transports + 200 € de per diem (couvrant les repas, les parkings, le logement, les dépenses diverses, ...).
- 3 salariés permanents (en plus du greffe) pour le secrétariat du président, la logistique des visites des réunions, l'édition des documents et avis, la gestion du système d'information
- Prise en charge totale des évaluations à l'étranger par les demandeurs
- Des frais de fonctionnement couvrant les dépenses réelles (locaux, téléphone, ...)

Le budget en dépenses de la CTI (hors greffe) nécessaire est le suivant :

- Missions d'évaluation des écoles d'ingénieurs en France et participation aux sessions : 700 jours de per diem + frais de transports ; soit (700*200 + 80 000).

Budget direct évaluation 220 000 €

- Missions d'évaluation à l'étranger : équilibre (prix coûtant+ frais généraux) pris en charge par les demandeurs.

- Salaires de 3 permanents

Salaires de 3 permanents 180.000 €

- Relations internationales (participation réseaux européens) : 15 000 € de frais d'adhésion + 30 jours de mission à l'étranger + 15 déplacements

Budget relations internationales 60 000 €

- Hébergement (location de bureaux)

Loyer + charges 25 000 €

- Fonctionnement courant (téléphone, courrier, édition et envoi de rapports, site web, communication, accueil délégations, organisation de réunions, ...)

Fonctionnement courant 70 000 €

- Opérations exceptionnelles (Exemple : journées ECA (2006), évaluation externe pour ECA (2007)...

Opérations exceptionnelles 35 000 €

***Budget Total en dépenses :* 590 000 €**

⁶ Estimation tenant compte la prise en charge des missions de certains professionnels par leurs organismes

Il y a 3 scénarios possibles pour le financement du budget :

Scénario A

La DGES et les directions des ministères techniques ayant en charge des écoles se répartissent le financement. La clé de répartition pourrait être le nombre d'élèves inscrits (5 à 6 €/an/élève) ; le cas des écoles privées (20 à 25 % des élèves) reste à déterminer (collecte directe ou prise en charge par un ministère ?).

La CTI doit être en mesure de facturer des services spécifiques (évaluations internationales, ...).

Scénario B

La DGES et les directions des ministères techniques ayant en charge des écoles prennent en charge une part du budget correspondant au service public de l'habilitation. Les écoles cotisent annuellement pour l'autre part, en contrepartie des services complémentaires fournis par la CTI : promotion -notamment à l'international- du titre d'ingénieur, participation aux instances européennes, actions de communication et de représentation,...

Scénario C

Le budget est supporté directement par les écoles : cotisation annuelle des formations habilitées + droits pour les demandes de création de nouvelles écoles ou nouvelles formations.

Dans tous les cas, la CTI doit avoir la capacité -directe ou par délégation- d'ordonner des recettes et des dépenses, sous le contrôle d'un agent comptable déterminé. Elle doit avoir la capacité de gérer le coût des missions (frais de déplacement et indemnités)⁷ selon des modalités compatibles avec les normes internationales.

Bernard Remaud
Président de la CTI

⁷La « solution » actuelle de prise en charge par les rectorats des missions en France est caduque (inefficace, lente, incomplète ; certains rectorats la déclarent incompatible avec la LOLF)